



Un plaidoyer pour un Agenda rural au cœur de la programmation européenne post-2020

Un plaidoyer fort et partagé pour qu'un Agenda rural européen soit adopté comme un guide stratégique de la future politique européenne pour les territoires ruraux après 2020 : voilà la conclusion claire et forte de la conférence que l'association internationale Ruralité-Environnement-Développement (R.E.D.) et la Commission des ressources naturelles (NAT) du Comité européen des régions ont organisé ce 19 avril 2016 à Bruxelles.

Les travaux pour profiler la prochaine période de programmation européenne - et ses orientations budgétaires - vont débuter prochainement : les territoires ruraux doivent y trouver la place de vrais partenaires de la construction européenne et les moyens pour valoriser tous leurs potentiels.

C'est un objectif qui passe par une réflexion renouvelée sur la politique européenne en faveur des territoires ruraux : la rédaction d'un Livre blanc de la ruralité par la Commission et l'adoption d'un Agenda rural dans la programmation post 2020 sont les étapes politiques attendues. C'est l'appel lancé par le Comité européen des Régions, l'association internationale Ruralité-Environnement-Développement et le Mouvement européen de la Ruralité qui demandent l'intégration de la dimension rurale dans toutes les politiques européennes afin de réaliser les objectifs de la Stratégie Europe 2020.

Avec l'ambition de mieux valoriser les potentiels des ruralités européennes, **Gérard PELTRE**, président de R.E.D. et du Mouvement européen de la Ruralité, a placé la réunion du 19 avril dans la perspective attendue d'un Agenda rural Européen comme une référence stratégique dans la programmation après 2020. La demande d'un Livre blanc de la ruralité exprimée par les 16 organisations partenaires du Mouvement européen de la Ruralité en constituerait une étape préalable. Il a aussi insisté, en préambule de la proposition de RED pour un Agenda Rural Européen, sur le fait que *« les enjeux et objectifs d'un livre blanc de la ruralité et d'un agenda rural ne sont pas que techniques et financiers mais politiques. Il est proposé de changer de paradigme européen en mobilisant le potentiel de tous les territoires et acteurs. Les territoires ruraux y compris les régions de montagnes, périurbaines, insulaires... ont depuis toujours, dans leur diversité, su trouver des solutions innovantes pour répondre aux difficultés auxquels ils sont confrontés et qui sont aujourd'hui des défis pour la société européenne tout entière »*.

Animée par **Patrice COLLIGNON**, directeur de R.E.D., la réunion a été ouverte par **Anthony Gérard BUCHANAN** (UK), membre du conseil d'East Renfrewshire et premier vice-président de la commission NAT : *« Il ne faut pas oublier l'énorme potentiel de croissance des zones rurales. Se priver de telles ressources, c'est risquer de ne pas atteindre les objectifs de la Stratégie "Europe 2020" ou de mettre à mal la cohésion territoriale en Europe »*. Le récent rapport de **Randel LÄNTS** (Estonie) *« Innovation et modernisation de l'économie rurale »*, adopté à la mi-février par le Comité européen des Régions, comprend un soutien explicite à la rédaction d'un Livre blanc comme le point de départ vers une nouvelle politique de développement des territoires ruraux après 2020.

Un objectif soutenu également par le **Ministre Wallon de la Ruralité, René COLLIN** et par le **Ministre français de l'Aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, Jean-Michel BAYLET**. Dans son message aux participants, celui-ci souscrivait fortement aux propositions de livre blanc de la Ruralité et d'agenda Rural. Il soulignait ainsi *« ...la nécessaire intégration des enjeux propres aux ruralités dans la perspective de la stratégie post 2020... »*. Et **René COLLIN** d'ajouter : *« La ruralité*

n'est pour moi ni une annexe urbaine, ni simplement agricole. Elle constitue bien, comme territoire et comme entité sociologique, un pilier spécifique de l'Union, un levier et vecteur de croissance à l'appui de ses ressources propres.»

Des territoires ruraux « lieux d'opportunités », « terres d'excellence et d'innovation », « territoires catalyseurs de développement » : des expressions entendues qui témoignent d'une reconnaissance, encore insuffisante certes mais grandissante, des territoires ruraux comme pôles de développement.

De par leur diversité démographique et géographique, les territoires ruraux jouent un rôle important dans la garantie du succès de l'intégration européenne et de centres de développement et d'innovation. C'est à cette fin que **Mihael DUMITRU**, Directeur Général adjoint à la DG Agriculture, a lancé un appel à unir les forces et les moyens européens pour un développement rural multipartenaires. **Mathieu FICHTER**, en charge du développement rural, au sein du Cabinet de M^{me} la Commissaire européenne C. CRETŪ appelait aussi à une accentuation de l'approche territoriale intégrée dans les programmes opérationnels, avec une plus large utilisation des outils proposés comme l'ITI ou le CLLD.

Éric ANDRIEU (F), député européen et vice-président de la Commission de l'agriculture et du développement rural, a souligné que dans de nombreux pays, les zones rurales sont caractérisées par le dépeuplement et le vieillissement démographique. « *Une PAC pour l'emploi est possible. Pour ce faire, un changement de paradigme et un nouveau contrat social avec les territoires sont nécessaires* » a-t-il déclaré.

Mercedes BRESSO (I), présidente de l'intergroupe du Parlement européen «Zones rurales, de montagne et isolées» (RUMRA), a souligné qu'«*un Livre blanc de la Commission européenne, un Agenda Rural, constituent des instruments adéquats pour remettre les communautés rurales et de montagne à l'ordre du jour de la politique de l'UE. Ils mobiliseraient les institutions à tous les niveaux, les parties prenantes et les experts, et les pousseraient à stimuler les stratégies innovantes qui permettent d'équilibrer l'utilisation des ressources naturelles et d'améliorer la connectivité, à la fois en matière de transports et d'internet à haut débit* ».

Les nombreux participants, représentants des collectivités locales et régionales, du Mouvement Européen de la ruralité... ont aussi demandé de toute urgence :

- une augmentation du soutien financier en faveur du développement rural, notamment une augmentation du budget du FEADER, ainsi que l'amélioration de la formation professionnelle dans ces domaines;
- l'accès aux réseaux de télécommunications à haut débit, facteur clef de la compétitivité et de la croissance économique;
- la mise en place d'une interrelation plus équilibrée entre zones urbaines et rurales.

Les participants au séminaire ont ainsi renouvelé l'appel en faveur de l'élaboration d'un livre blanc de la ruralité, avec en perspective nécessaire l'inscription d'un Agenda rural au cœur de la politique de l'UE après 2020. Une réunion qui fut aussi l'occasion de faire connaître la proposition de R.E.D. Pour une stratégie politique européenne à l'horizon 2030 « **Faire grandir l'Europe avec les territoires ruraux** ».

Découvrez aussi :

- [8 clés pour comprendre l'appel pour un Livre blanc lancé par le Mouvement européen de la Ruralité;](#)
- la [pétition lancée en faveur du Livre blanc de la ruralité](#) et ouverte à la signature;
- [Faire grandir l'Europe avec ses territoires ruraux](#), proposition de R.E.D. pour une stratégie politique post 2020



une conférence organisée par
l'association internationale
Ruralité-environnement-développement (RED)
et la commission NAT du Comité des régions
en partenariat avec
le Mouvement européen de la Ruralité

